

POLOGNE ET OBJECTIFS CLIMATIQUES:

La grande incompréhension avec l'UE?

La Pologne charbonne depuis plusieurs années avec ses partenaires européens sur nombre de sujets et il en est un qui a particulièrement animé les débats, lors du premier Conseil européen de cette mandature : les objectifs environnementaux de neutralité carbone.

De manière plus générale, le fossé semble important entre la Pologne et d'autres pays européens à propos de la protection de l'environnement. Entre arguments économiques et politiques contre urgence environnementale, le sujet semble soulever incompréhension et blocage. Les objectifs ambitieux du Green Deal, déjà lancés, abandonneront-ils certains en chemin ? Continueront-ils d'accroître des incompréhensions entre deux modèles a priori opposés ?

Dans un documentaire publié par la chaîne LCP consacré aux coulisses du premier Conseil européen présidé par Charles Michel, les caméras nous emmènent dans l'arrière-boutique des négociations entre les États membres au sujet des objectifs de neutralité carbone d'ici à 2050, dans le cadre du Green Deal. Comme annoncé, les pays d'Europe centrale et de l'Est apparaissent comme étant les plus réticents à signer cet objectif mais il en est un qui s'oppose tout particulièrement au nouveau Président du Conseil et son équipe – et par la même occasion à la plupart des autres chefs d'États et de gouvernements qui avaient visiblement sous-estimé certains points de blocages politiques – il s'agit de la Pologne.

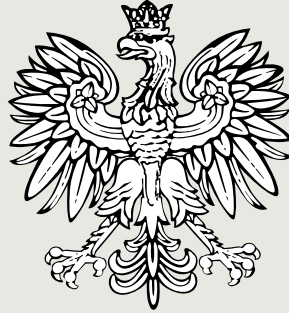
Lisse en apparence mais redoutable défenseur de ses propres intérêts et ceux de son pays, Mateusz Morawiecki, le Premier ministre, finit par obtenir que la Pologne reste en dehors de cet objectif sans toutefois bloquer les conclusions du sommet. La République Tchèque et la Hongrie font également partie des pays réticents mais finiront par signer les conclusions après l'inclusion du nucléaire dans le dispositif de neutralité.

Forte d'une histoire minière importante, la Pologne puise ses ressources en énergie dans ses mines de charbon qui fournissent plus de 80% de l'énergie du pays. Extrêmement polluantes, elles n'en demeurent pas moins sources d'un grand nombre d'emplois. L'opposition reste donc vive entre urgente et nécessaire transition vers un mix énergétique plus propre, et préoccupations économiques et politiques.

Cette opposition s'est cristallisée en décembre 2019 où, quelques jours après l'annonce par Ursula Von der Leyen de son Green Deal programmé pour rendre l'Europe climatiquement neutre en carbone à horizon 2050 avec une batterie de mesures s'appliquant à l'ensemble des politiques européennes, les États membres doivent tomber d'accord entre eux sur les contours pour atteindre cet objectif. Après sa tournée européenne auprès des différents chefs d'États et de gouvernements, Charles Michel sait que la tâche sera ardue avec certains d'entre eux mais n'imagine sans doute pas que les conclusions de l'accord ne soient pas signées par les 27.



Euroscope - Pologne et objectifs climatiques



Les conclusions du Conseil européen, publiées le 12 décembre 2019, indiquent « Compte tenu des données scientifiques disponibles les plus récentes et de la nécessité de renforcer l'action climatique menée à l'échelle mondiale, le Conseil européen fait sien l'objectif consistant à parvenir d'ici 2050 à une UE neutre pour le climat, conformément aux objectifs de l'accord de Paris. Un État membre, à ce stade, ne peut s'engager à mettre en œuvre cet objectif en ce qui le concerne, et le Conseil européen reviendra sur ce point en juin 2020. »[1]

La gestion de la crise pandémique n'a cependant pas relégué au second plan la volonté des chefs d'États et de gouvernement de se fixer des objectifs de réduction des gaz à effet de serre. En effet, en décembre 2020, ils se fixent un nouvel objectif de réduction portant à 55% la part en moins à l'horizon 2030 par rapport à 1990. Objectif qui était de 40% auparavant. « Préoccupée » par l'annonce de ces objectifs, la Pologne a obtenu des garanties : l'objectif sera atteint collectivement par l'UE de la manière la plus efficace possible au regard des coûts. Tous les États membres participeront à cet effort, en tenant compte des considérations d'équité et de solidarité tout en ne laissant personne de côté. Le nouvel objectif pour 2030 doit être atteint d'une manière qui préserve la compétitivité de l'UE et tienne compte des situations de départ différentes, des contextes nationaux spécifiques et du potentiel de réduction des émissions des États membres [...]. Respecter le droit des États membres de décider de leur bouquet énergétique et de choisir les technologies les plus appropriées afin de réaliser collectivement les objectifs climatiques à l'horizon 2030, y compris des technologies de transition telles que le gaz. »[2]

Dépendante du charbon pour son énergie, la Pologne possède une longue histoire minière même si son déclin est amorcé depuis plusieurs années. Le nombre de mineurs polonais est passé de près de 400 000 durant les années 1990 à environ 100 000 aujourd'hui, et la trajectoire de baisse semble inéluctable. Longtemps présenté comme un joyau par le régime communiste qui choyait ses mineurs (salaires élevés, accès à de nombreux produits), les mines de charbon polonaises sont aujourd'hui dépassées par ses concurrentes, notamment tchèques, et ne se sont jamais remises de la chute des prix provoquée, en partie, par le développement du gaz de schiste à l'étranger[EB1]. Alors que la quasi-intégralité des mines polonaises – dont la plupart sont situées en Silésie, région du sud-ouest – sont détenues par deux entreprises publiques (KHW et Kompania Weglowa), la modernisation des infrastructures et leurs restructurations nécessaires au sein d'un modèle de rentabilité n'ont pas permis d'enrayer un mouvement de déclin inéluctable.

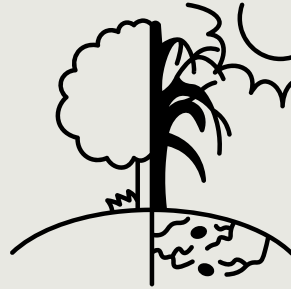
Depuis plusieurs années le secteur travaille à perte, est souvent contraint de vendre à prix coûtant et survit grâce aux aides massives de l'Etat – à hauteur de 5% du PIB national selon le FMI [3]. Cependant, il est difficile pour les gouvernements successifs de l'éviter : les mineurs, même moins nombreux qu'auparavant, font encore vivre un grand nombre de famille et représentent un électorat qu'il n'est pas bon de froisser, en particulier dans une région comme la Silésie où l'on devient mineur de père en fils et où le charbon constitue un véritable bassin d'emploi. Les syndicats miniers trouvent – toujours – des oreilles attentives du côté de Varsovie à chaque élection et sont donc perçus comme puissants.

[1] <https://www.consilium.europa.eu/media/41778/12-euco-final-conclusions-fr.pdf>

[2] <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/12/11/european-council-conclusions-10-11-december-2020/>

[3] David Coady, Ian W.H. Parry, Louis Sears et Baoping Shang, "How Large are global energy subsidies ?", mai 2015

Euroscope - Pologne et objectifs climatiques



Longtemps coincées entre grèves et promesses de ne pas laisser à l'abandon une industrie qui a fait vivre tant de Polonais, les objectifs environnementaux annoncés par la Commission européenne ont toutefois accéléré les réflexions sur l'avenir de ces mines et favorisé les critiques négatives à l'égard de ces syndicats. Les nombreuses fermetures provisoires pour cause de Covid, en 2020, semblent avoir achevé les derniers espoirs. Le ministre en charge des participations de l'Etat, Jacek Sasin, explique le 3 août 2020 sur ce fait : « Oui, nous disions que le charbon était notre atout et le garant de notre sécurité énergétique. Nous disions que la politique de sortie du charbon était une erreur. Aujourd'hui, en raison de ce qui se passe autour de nous, nous devons réviser ces affirmations »[4]. Au terme de négociations historiques, la Pologne a donc annoncé la fermeture de sa dernière mine de charbon en 2049. afin de se plier aux objectifs de neutralité carbone. L'inquiétude est vive du côté des mineurs, dont beaucoup ne se sont pas relevés des précédentes fermetures engagées dans les années 2000.

A ces considérations s'ajoute le classement réalisé par l'OMS des villes européennes où l'air est le plus pollué. Le constat est que sur les 50 villes, 33 sont polonaises. Alors que 4 millions de foyers continuent d'être chauffés avec de vieux poêles individuels, on estime à 40.000 le nombre de décès prématurés annuel, due au « smog », ce brouillard aux allures brunâtres, constitué de particules fines nocives[5].

L'autre question demeure celle de la dépendance énergétique, en hausse presque continue depuis 1996 et qui a connu une forte hausse en trois ans, passant de 30,8% en 2016 à 46,8% en 2019.[6] La baisse du nombre de centrales à charbon est bien sûr la principale

explication et cette question vient s'ajouter aux paramètres politiques et environnementaux. Parallèlement à cette annonce, le pays a annoncé vouloir investir massivement dans le nucléaire afin d'atteindre, plus rapidement, les objectifs de 2050. La Pologne ne possède pas encore de centrale nucléaire. La première est prévue pour une mise en service en 2033[7] et sera suivie par la construction de cinq autres réacteurs d'ici 2043, de sorte que le nucléaire représente 20% du mix énergétique polonais. Depuis déjà plusieurs années, la Pologne fait évoluer ses sources d'approvisionnement, en particulier du côté du gaz. Fortement dépendante du gaz russe - et donc du géant Gazprom qui fournit près de 80% du gaz utilisé dans le pays - la Pologne a récemment annoncé qu'elle ne prolongerait pas son contrat, signé en 1996, au-delà de 2022. Cette petite révolution a été rendue possible par une intense politique de diversification d'importation de gaz, en particulier depuis les États-Unis et le Qatar. En témoigne tout particulièrement la signature, le 17 octobre 2018, de la signature d'un contrat avec les Etats-Unis, pour une durée de 20 ans. [8] Politiquement, l'événement est célébré comme un succès par les dirigeants polonais, conscients que la dépendance russe n'emporte pas l'adhésion d'une grande partie de l'opinion. Dans le même temps, la Pologne s'est dotée d'infrastructures conséquentes. On relève en particulier l'ouverture d'un terminal gazier au nord-ouest du pays, sur les bords de la Mer Baltique, pour un montant d'un milliard d'euros, permettant l'acheminement de gaz naturel liquide, ainsi qu'une série d'infrastructures similaires plus modestes.

[4] https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/22/en-europe-les-energies-renouvelables-premiere-source-d-electricite-au-premier-semestre_6046924_3244.html

[5] <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/3a897aff-aad7-4d00-8e18-7b7317ad1ee1/files/6c299174-7c0c-4ff1-8486-fddeb264707>

[6] https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/t2020_rd320/default/table?lang=fr

[7] <https://www.sfen.org/rgn/nucleaire-pologne-opportunit-e-france-climat>

[8] <https://www.la-croix.com/Economie/Monde/Pologne-achetera-20-ans-gaz-americain-2018-10-18-1200976907>

Euroscope - Pologne et objectifs climatiques



Enfin, dans le très épineux sujet de Nord-Stream2 voué à augmenter l'approvisionnement de gaz russe en Europe et fortement soutenu par l'Allemagne.

Accusant un retard certain en matière d'énergies renouvelables, la Pologne s'est tournée petit à petit vers les énergies vertes. Le gouvernement polonais ambitionne de porter la part de la production d'énergies renouvelables à 27% à l'horizon 2030[9]. À noter que selon l'étude de GlobalData Poland Renewable Energy Policy Handbook 2018, la Pologne diversifie son offre en investissant dans des centrales à biocarburants solides, des biogaz et des centrales photovoltaïques – la Pologne se hisse dans le top 5 des pays de l'UE enregistrant la plus forte croissance de puissance des centrales photovoltaïques[10]. Et plus précisément, c'est l'éolien offshore qui tend à devenir « un nouveau secteur économique »[11] pour reprendre les mots de Kamila Tarnacka, directrice adjointe de l'Association polonaise de l'énergie éolienne (PSEW). Avec des investissements à hauteur de 29 milliards dans la mer Baltique d'ici 2040, la Pologne ambitionne de devenir un leader de l'éolien offshore au détriment des parcs terrestres. Elle a d'ores et déjà signé un accord en octobre 2020 avec sept pays riverains de la Baltique et la Commission dans le but d'accélérer la construction de fermes. De fait, PSEW annonce que la Pologne pourrait couvrir 60% de sa demande en électricité par l'éolien d'ici 2050[12].

Faisant fi de son retard, la Pologne affiche ses ambitions : le passage du charbon au nucléaire et au renouvelable pourrait créer près de 30 000 emplois, selon les dirigeants polonais. Il en faudrait sans doute plus pour compenser l'arrêt complet des mines de charbon.

Malgré tout, la route semble encore longue et rien ne dit qu'en 2022 la Pologne pourra entièrement se passer du gaz russe. Les capacités d'approvisionnement de ses nouvelles infrastructures n'offrent pas encore de garantie permettant d'affirmer le contraire.

Reste que sur le chemin de la neutralité carbone, la Pologne avance à son rythme, mêlant objectifs politiques, économiques et environnementaux, soit la même recette que l'ensemble des 27. Si un premier obstacle a sauté en décembre dernier lors du Conseil avec le ralliement à l'objectif de 2050, une meilleure compréhension des enjeux inhérents à chacun des acteurs européens pourrait en faire sauter certains autres.

**Étude réalisée avec à la précieuse assistance de Joseph LELOUP..*

[9] <https://www.connaissancedesenergies.org/pologne-un-horizon-pour-lobjectif-de-neutralite-carbone-200825>

[10] <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/3a897aff-aad7-4d00-8e18-7b7317ad1ee1/files/6c299174-7c0c-4ff1-8486-fddeba264707>

[11] <https://www.revolution-energetique.com/miracle-en-pologne-le-mauvais-eleve-du-climat-se-mue-en-champion-de-leolien/>

[12] <https://www.journal-eolien.org/les-actus/une-feuille-de-route-pour-la-pologne-%E2%80%A8/>